

EN AVANT !



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

> urc-iledefrance@communistesdefrance.fr



@urc_paris_idf

ORGANISE TA COLÈRE

NOS VIES OU LEURS PROFITS !

Explosion de la précarité, des accidents et des morts au travail, vie chère et prix inabordables (logement, carburant, transport...) : le capitalisme nous condamne à une vie de misère, d'exploitations et de guerre.

La guerre impérialiste et sioniste en Iran a amplifié la crise économique et énergétique tandis que les spéculateurs et profiteurs capitalistes augmentent partout leurs prix : en temps de « paix » (avec un pistolet sur la tempe) comme en temps de guerre, les parasites saignent les familles

ouvrières et populaires pour maintenir ou accroître leurs profits.

Cette période sordide explique en partie le **r e t e n t i s s e m e n t** international de l'affaire Epstein tant elle jette une lumière crue, malgré les milles et unes tentatives de dissimulations et manipulations, sur la réalité de l'interconnexion d'une classe capitaliste mondialisée et bien entendu interconnectée sur la base du profit, accumulé et capté par une microscopique poignée d'individus à l'échelle mondiale (mais aussi à chaque échelle nationale).

Il n'y a toutefois aucune fatalité.

Contrairement aux discours médiatiques sur « la fin de l'Histoire », « l'inévitabilité » de la guerre, de l'austérité, et de la République de la caserne, il y a une autre voie, celle de l'organisation des travailleurs, la prise de conscience de la force immense dont nous disposons, et la rupture avec cet ordre social corrompu et dégénéré.

**« Connais ta force Prolétariat, et déchaîne-là »,
Front rouge, Louis Aragon**

EXPROPIER LES SPECULATEURS : UNE URGENTE NÉCESSITÉ



La guerre impérialiste et sioniste contre l'Iran, fruit d'un capitalisme en crise mortelle, amplifie un choc économique et énergétique : l'ensemble de la planète, en particulier l'Asie du Sud-Est, est concernée ou est déjà confrontée à la multiplication des pénuries et restrictions et à l'explosion de la spéculation et des tarifs.

En France, l'inflation a doublé en mars tandis que le gazole atteint un sommet historique depuis 1985. Tous les analystes sérieux annoncent une grande vague supplémentaire de destruction d'usines et d'emplois alors que le patronat a déjà liquidé près de 250 000 emplois dans l'industrie.

Face à la crise dont ils sont à la fois les responsables et les bénéficiaires, les spéculateurs capitalistes - qui pillent les comptes publics - n'hésitent pas : ils vendent, dépècent, désindustrialisent, licencient, libéralisent encore davantage dans le seul, unique et obsessionnel objectif : continuer "quoi qu'il en coûte" d'amasser les profits.

Pire, le système, (de la "gauche" à l'extrême-droite) tente de profiter de la situation pour poursuivre et aggraver ses politiques brutales d'austérité, de détricotage de nos droits sociaux et libertés politiques - individuelles comme collectives -, de libéralisation et de mesures anti-ouvrières.

Avec en parallèle, le cadenasage de la "démocratie" bourgeoise, la République policière et les attaques racistes décomplexées par la caste médiatique et politique.

Guerre, misère, exploitation : le choix entre la barbarie et le Communisme est binaire

Pour que ça s'arrête, il faut les arrêter. Pour les arrêter, il faut s'organiser, dans les syndicats, notamment CGT, et au sein de l'URC.

- Pour organiser la réponse ouvrière aux agressions permanentes du patronat et de son Etat, dénoncer et punir les

spéculateurs capitalistes qui s'enrichissent sur notre travail et sur nos vies ;

- Pour exiger l'augmentation immédiate des salaires, le blocage des prix, la fermeture de la Bourse et l'expropriation des entreprises et des banques afin de répondre à l'ensemble des besoins sociaux du peuple : « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins » ;

- Pour préparer l'offensive révolutionnaire qui brisera la dictature bourgeoise et établira, avec les Conseils ouvriers, une démocratie réelle à partir des lieux de travail et de production

- Pour construire, sous la direction des travailleurs et de leurs organisations, le Communisme, société débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

**Nos vies ou leurs profits :
communisme ou barbarie !**



Nous sommes des militants et des militantes communistes à travers la France qui nous organisons dans l'Union pour la Reconstruction communiste.

Nous sommes également organisés en Ile-de-France où nous animons des activités politiques dans l'objectif d'œuvrer à la reconstruction d'une organisation communiste dans notre pays. Nous nous mobilisons notamment contre l'impérialisme, la guerre et le militarisme, l'Union européenne et l'OTAN.

Nous prenons part à l'organisation du soulèvement social contre la barbarie capitaliste, le renversement de l'Etat, la rupture totale avec le marché privé, le Socialisme et le Communisme, société débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

L'ÉNERGIE EST UN BIEN DU PEUPLE

L'agression contre l'Iran a provoqué une hausse vertigineuse du baril de pétrole. Les spéculateurs capitalistes, qui doivent être punis implacablement, ont saisi l'opportunité : les prix du carburant augmentent brutalement avec la complicité de l'Etat et du gouvernement. L'énergie - l'électricité, le gaz, le pétrole - est pourtant un bien public : les entreprises et infrastructures doivent être expropriées, nationalisées et socialisées.



union pour la
reconstruction
communiste

MORTS AU TRAVAIL

NOS VIES OU LEURS PROFITS : LE PATRONAT MUTILE ET TUE LES TRAVAILLEURS !

Accidents industriels, expositions à des substances dangereuses, cadences infernales et journées de travail à rallonge : le mode de production capitaliste a généré un nombre incalculable de morts et de mutilations.

Cette situation ne date pas d'hier. En 1844, déjà, Friedrich Engels s'interrogeait, à raison: en système capitaliste, la classe ouvrière est-elle victime d'un homicide intentionnel massif ?

Les luttes pour protéger la santé des travailleurs ont été massives et nombreuses durant toute la seconde partie du XIXe siècle, et ont abouti en 1898 aux premières lois relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, qui instaurent une obligation d'indemnisation des victimes par l'employeur, dont la responsabilité était ainsi reconnue.

Mais cette obligation de protection et d'indemnisation des travailleurs par l'employeur n'a jamais été acquise et elle a fait l'objet de luttes intenses durant tout le XXe siècle. Car protéger les travailleurs (et les indemniser) a un « coût » pour le Capital, que celui-ci a toujours cherché à minimiser afin d'augmenter ses profits. Ainsi, depuis les années 1990, le patronat, avec la complicité de l'Etat, ont lancé une offensive majeure contre la santé des travailleurs, en profitant de la faiblesse de la résistance ouvrière.

Résultat ? Une augmentation régulière des morts et des blessures ou maladies d'origine professionnelle. Ainsi, en 2024, la Sécurité sociale comptabilise 1297 morts liés au travail, dont 764 liés à un accident du travail et 215 à la suite d'une maladie professionnelle, soit une augmentation respective de 5% et 19% par rapport à 2023. De même, si le nombre d'accidents du travail non mortels stagne (710 000), leur gravité augmente, de même que le nombre de déclarations d'inaptitude totale (135 000). Tant et si bien que, pour la première fois, l'indemnisation des AT et MP devient le 1er poste de dépense de l'Assurance maladie : 46% du budget total en 2024, soit +13% en 10 ans.

Concrètement, cette évolution mortifère repose sur deux évolutions majeures : la nouvelle organisation du travail mise en place

ces trente dernières années et une dégradation de la législation et des moyens de la faire respecter. En effet, la généralisation de la sous-traitance et de la filialisation d'un côté et de la précarisation des travailleurs de l'autre en sont les principales causes. Outre le secteur de l'intérim dans lequel le nombre d'AT est deux fois plus élevé que dans le reste du salariat, ce sont principalement les jeunes, les travailleurs immigrés et les femmes qui sont concernés par l'augmentation des accidents du travail et des maladies professionnelles. Soit les catégories de travailleurs les plus exposées à la précarité.

Cette augmentation est également liée à une régression législative et administrative d'ampleur, dont les ordonnances Macron de 2017 - qui ont, entre autres, supprimé les CHSCT et 4 critères de pénibilité sur 10 - et la destruction méthodique du corps des inspecteurs du travail sont les symboles. Entraînant, entre 2017 et 2019, une augmentation de 33% du nombre d'accidents du travail.

Contrairement à la propagande ambiante qui cherche à rendre les travailleurs responsables des maux qu'ils subissent (via des plans de « prévention » qui focalisent sur la formation des travailleurs à sécurité plutôt que sur l'imposition des normes contraignantes aux entreprises), c'est donc très clairement un système capitaliste à bout de souffle qui, en contexte de chômage de masse et de crise structurelle, cherche à augmenter ses profits à tout prix, au détriment même du renouvellement de la force de travail. Et ce, avec la complicité de l'intégralité de la classe politique actuellement au pouvoir.

C'est pourquoi, plus que jamais, il est urgent de reprendre le flambeau des luttes massives pour la protection de la vie dans les entreprises. Or, seule la reprise en main par les travailleurs eux-mêmes de l'appareil productif permettra de mettre fin à cet « homicide intentionnel massif » organisé par le patronat !

Nos vies valent plus que leurs profits ! Le 28 avril, tous en grève et dans la rue pour défendre nos vies !



MILITARISATION DE LA JEUNESSE : COMMENT LES UNIVERSITÉS PRÉPARENT LES ÉTUDIANTS À LA GUERRE ?

Alors que les budgets de l'université publique sont revus à la baisse chaque année et que les étudiants vivent dans la précarité, Macron donne toujours plus de milliards à l'armée. L'objectif est de nous préparer à la guerre même si cela nous coûte notre système éducatif. Mais la bourgeoisie le sait, pour faire la guerre, il ne faut pas que des milliards. Il faut aussi le consentement de la population, et des jeunes prêts à mourir pour l'impérialisme. C'est pour cela que la propagande guerrière gagne toutes les universités en Île-de-France.



A la Sorbonne, en seulement deux semaines, Patrick Pailloux, délégué général pour l'Armement et Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre, sont venus expliquer aux étudiants de l'université Paris 1 la nécessité du réarmement et de la guerre. Dans les deux cas, la réponse des étudiants et du personnel de l'université fut immédiate, et des rassemblements ont été organisés pour dénoncer la marche à la guerre. C'est dans cette même université que le général Mandon devait venir pavaner, après avoir déclaré que la France devait être prête à "perdre ses enfants". Finalement, grâce à la mobilisation, la conférence avait été annulée.

La même semaine, Volodymyr Zelensky, boucher des peuples d'Ukraine et de Russie, venait expliquer aux étudiants de Sciences Po l'importance de poursuivre la guerre dans laquelle plus de 300 000 personnes ont déjà été tuées. En parallèle, dans un autre bâtiment, une exposition commémore l'engagement d'un soldat du régiment Azov, un bataillon composé de volontaires nazis.

Depuis des années, l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (dit INALCO) ne cesse d'inciter ses étudiants à se tourner vers l'armée et la police. Le Service d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle (SIO-IP) inonde les boîtes mails des étudiants avec des offres de stage, des forums et conférences en lien avec l'armée et les forces de l'ordre. Des militaires, intéressés par les compétences linguistiques

des étudiants, viennent carrément faire la promotion des forces armées au sein de l'établissement via des stands et des conférences, promettant un joli poste au sein des renseignements français sans jamais expliquer aux étudiants qu'ils vont aider à déstabiliser le Sud global. L'Établissement public qui se vend comme un lieu multiculturel ouvert sur le monde ne voit pas la contradiction dans le fait de servir l'agenda politique des généraux et préfets de police.

Alors que les universités multiplient les contrats avec les grandes entreprises de l'armement comme Thalès ou Dassault à Nanterre, il est désormais clair que cette course à la guerre ne peut que servir les capitalistes. Les universités défendent d'ailleurs bien le camp de l'impérialisme. Si les partenariats avec les universités russes ont été coupés dès le début de la guerre en Ukraine à Sciences Po par exemple, ceux avec les universités de l'entité sioniste perdurent et le mouvement pro-palestinien est réprimé dans toutes universités.

Le discours guerrier de Macron et l'entrée en guerre contre l'Iran démontrent que cette course à la militarisation n'a rien de défensif. Le budget militaire de l'OTAN est 190 fois supérieur à celui de l'Iran, 10 fois à celui de la Russie et 6 fois à celui de la Chine. Dans ces conditions, les étudiants ne peuvent pas rester sans rien faire. Il s'agit de préserver non seulement l'université publique, mais aussi la vie des enfants de ce pays et des autres, alors que les politiques au pouvoir assument qu'elles valent moins que les profits des capitalistes.

Article de la Commission Université - Section URC Paris IDF

*Signez la
pétition unitaire*



**CAMPAGNE
POUR LA PAIX**

